
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. LXXIV.

Du mardi 8 Septembre 1789.

EN ouvrant la séance, on a repris la discussion de ce qui a fait l'objet des précédens débats.

« Les représentans ne doivent pas être divisés en deux chambres, à dit M. Lanjuinais, à moins qu'elles ne fussent égales & sans distinction de personnes; j'y appercevrois le grand avantage que la matière y fut mieux discutée; mais dans un sénat tel qu'on a voulu le composer, des intérêts privés remplaceroient les intérêts publics. L'administration législative seroit frappée de paralysie & vous auriez une aristocratie bien plus funeste que l'ancienne; des sophistes mercenaires ne peuvent plus nous en imposer. Les illusions de Montesquieu sont reconnues, les préjugés de sa place & de sa robe n'en imposent plus. On vous propose sans cesse le gouvernement de l'Angleterre, pendant que tout y est vénal & que l'administration ne s'y soutient que par l'intrigue; ce n'est pas au dix-huitième siècle que nous devons le prendre pour modèle. A l'égard de l'A-

Tom. II.

LI

mérique, les sénateurs n'y sont pas des magistrats à pré-séance; ils ne sont ni bariolés de rubans, ni décorés de médailles; mais si l'Amérique a perfectionné le gouvernement anglois, nous devons aussi perfectionner le sien. »

« La sanction, ajoutoit M. Lanjuinais, est un acte & non une prérogative; elle n'étoit connue ni sous la première ni sous la seconde race; la loi salique même n'est qu'un acte national où le roi n'a aucune part; *Sedebat rex in scellâ regiâ, & accipiebat quidquid decretum erat.* Charlemagne ne sanctionnoit que le vœu des Français, & il ne constituoit la loi que comme président: si les jurisconsultes ont confondu la loi avec la liberté du prince, nous sommes ici pour y remédier; le clergé & les nobles ont voulu consacrer cette sanction dans leurs cahiers, parce qu'ils ont bien senti qu'il n'y avoit que ce moyen pour soutenir leurs prétentions; d'ailleurs point d'uniformité dans les cahiers sur cette sanction. Ceux de Melun sont équivoques; ceux du clergé de Rennes & de Nantes n'en disent rien. Ceux des communes d'Etampes, du Nivernois & de l'Anjou gardent un profond silence; & dans la sénéchaussée de Rennes, ils sont pour le *veto suspensif*; nulle part ils ne sont impératifs; mais l'assemblée n'a-t-elle pas déjà prouvé par l'emprunt, qu'ils se modifient par les circonstances? Et quand les cahiers de la noblesse & du clergé seroient formels, vous n'auriez encore qu'une foible partie du vœu de vos commettans. Point de liberté politique quand les deux pouvoirs se confondent dans les mêmes mains. Je regarde le *veto absolu* comme le droit de faire la loi; rejeter la volonté générale, c'est substituer sa volonté particulière & attenter à la liberté des citoyens: fixez un terme à l'examen du monarque, mais que les commettans décident; l'avantage doit rester à ceux qui ont le droit de faire la loi.

En observant que sous les trois races, les assemblées nationales avoient rendu la liberté au peuple, & que tour à tour elle lui avoit été ravie, M. le comte de Virieux y trouvoit un argument irrésistible pour la permanence ; il trouvoit une raison encore plus forte pour l'établir, dans le danger d'une *fédération*. C'est à la permanence à donner à la masse générale une force constante & un caractère d'unité nécessaire pour lier toutes les parties d'une vaste monarchie. Mais il vouloit en même temps que la nation veillât sur la conduite de ses représentans. « La sanction, disoit-il, est le domaine du peuple ; en restreignant le *veto*, ses droits seroient bientôt anéantis ; que le *vero royal* soit indéfini & le terme très-prolongé pour décourager les chefs des cabales ; quant aux deux chambres, je les crois essentiellement nécessaires ; c'est le seul moyen d'arrêter l'ambition dans laquelle une seule assemblée pourroit être entraînée.

M. Malouet pensoit que quoique la souveraineté soit une, les devoirs se subdivisent ; & qu'il falloit deux chambres, l'une des représentans, & l'autre d'un conseil ou sénat ; que rien ne seroit plus dangereux qu'une seule assemblée législative qui pourroit être composée d'hommes corrompus ou peu instruits. « Nous aurions sans doute le *veto*, ajoutoit-il, mais la nation pourroit être asservie avant qu'il fût employé avec succès. »

Il est démontré que la permanence est devenue nécessaire ; a dit M. de Custine : Je respecte cette opinion, & je pense qu'une seule assemblée nationale, souvent renouvelée, auroit une forme plus imposante ; que la seconde chambre d'Angleterre, ou ce qu'on appelle la chambre haute, est nulle dans les affaires publiques. Le *veto* suspensif ne peut exister : quel est le roi qui refuseroit de sanctionner une loi juste ? Les ministres ne sont-ils pas responsables ? Enfin, mon opinion

est que la loi doit être rejetée si le roi la refuse, & admise si elle lui convient.

Ici les débats ont été interrompus. Si la restauration de l'empire François dépendoit des vertus & du dévouement des individus, si la fortune des nations étoit déterminée par des exemples de patriotisme, ce qui s'est passé hier à l'Assemblée nationale devroit bien rassurer les citoyens. Depuis long-temps, & de toutes parts, elle reçoit des adresses, des offres, des sacrifices, des dons de la part des provinces, villes, corps, tribunaux & des particuliers; maintenant des femmes partagent cet enthousiasme patriotique: semblables aux Romaines, du temps de Camille, elles ne veulent plus être parées que de leur vertu. Plusieurs citoyennes de Paris sont venues au milieu de l'Assemblée nationale, & M. Bouche, qui a eu le bonheur d'être choisi pour être leur organe, a lu leur discours en ces termes:

N O S S E I G N E U R S ,

« La régénération de l'état fera l'ouvrage des représentans de la nation.

» La libération de l'état doit être celui de tous les bons citoyens.

» Lorsque les Romaines firent hommage de leurs bijoux au sénat, c'étoit pour lui procurer l'or sans lequel il ne pouvoit accomplir le vœu fait à *Apollon*, par *Camille*, avant la prise de *Veïes*.

» Les engagemens contractés envers les créanciers de l'état sont aussi sacrés qu'un vœu; la dette publique doit être scrupuleusement acquittée, mais par des moyens qui ne soient point onéreux au peuple.

» C'est dans cette vue que quelques citoyennes, femmes ou filles d'artistes, viennent offrir à l'auguste assemblée

nationale des bijoux qu'elles rougiroient de porter, quand le patriotisme leur en commande le sacrifice. Eh ! quelle est la femme qui ne préférera l'inexprimable satisfaction d'en faire un si noble usage, au stérile plaisir de contenter sa vanité.

« Notre offrande est de peu de valeur, sans doute, mais dans les arts on cherche plus la gloire que la fortune ; notre hommage est proportionné à nos moyens & non aux sentimens qui nous l'inspirent.

» Puisse notre exemple être suivi par le grand nombre de citoyens & de citoyennes, dont les facultés surpassent de beaucoup les nôtres.

» Il le fera, nosseigneurs, si vous daignez l'accueillir avec bonté, si vous donnez à tous les vrais amis de la patrie, la facilité d'offrir des contributions volontaires, en établissant dès à présent une caisse uniquement destinée à recevoir tous les dons en bijoux ou espèces, pour former un fonds qui seroit invariablement employé à l'acquittement de la dette publique. »

Après cette lecture, interrompue plusieurs fois par de vifs applaudissemens, l'une de ces citoyennes est montée au bureau des secrétaires, pour y déposer, comme sur l'autel de la patrie, une cassette qui renfermoit leur don ; ainsi nous n'aurons plus rien à envier au plus grand des peuples, & les Françaises pourront aussi opposer aux traits de grandeur qui immortalisèrent les femmes le long du Tibre, des exemples de dévouement & de générosité qui les honnorent sur les bords de la Seine ; exemples qui valent mieux que toutes les loix somptuaires, & qui peuvent produire les plus heureux effets chez une nation sensible, dont l'honneur fut toujours le caractère.

La réponse de M. le président paroît avoir été dictée par ces motifs ; la voici :

« L'assemblée nationale voit avec une vraie satisfaction les offres généreuses auxquelles vous a déterminé votre patriotisme. Puissé le noble exemple que vous donnez en ce moment, propager le sentiment héroïque dont il procède, & trouver autant d'imitateurs qu'il aura d'admirateurs ! Vous serez plus ornées de vos vertus, de vos privations, que des parures que vous venez de sacrifier à la patrie. L'assemblée nationale s'occupera de votre proposition avec tout l'intérêt qu'elle inspire. »

C'est aux jeunes épouses de plusieurs artistes célèbres de la capitale qu'est dû ce grand exemple, & dans la révolution actuelle, ce n'est plus aux préjugés d'arrêter nos hommages & d'apprécier cette belle action relevée par tant de modestie ; vous desirez, a dit M. Deschamps, l'un des secrétaires, connoître les noms de ces généreuses Françaises pour les inscrire dans les fastes de l'assemblée nationale ; je vais les lire. Les amis des talens seront bien aises d'y trouver des noms que le génie des arts avoit rendu célèbre avant que le patriotisme les consacra.

Mesdames :

Mouette, présidente.	Fragonard.
Vien.	Peron.
De la Grenée, la jeune.	David.
Savée.	Vernet, la jeune.
Berruen.	Des Manteaux.
Duvivien.	Bonvaler.
Belle.	Cornecers, négociante.
Vestien.	

Mesdemoiselles :

Vassé de Bonrecueil.	Pithoud.
Vestien.	De Viefville.
Géraud.	Hotamps.

Au milieu des applaudissemens qui ont redoublés à la lecture de ces noms que le burin de l'histoire gravera dans

nos annales, M. Mengin de Roquefort s'est fait entendre : « L'auguste sénat de Rome, a-t-il dit, regardoit comme un devoir sacré de récompenser avec éclat toutes les actions inspirées par l'amour du bien public ; c'est dans ces vues qu'il accordoit aux dames romaines, pour les récompenser de leurs généreux sacrifices, des distinctions honorables ; & lorsque des dames françaises nous rappellent la générosité des dames romaines, les représentans de la nation ne seront ni moins justes, ni moins grands que ces anciens maîtres du monde. Je propose donc, 1°. que l'assemblée vote des remerciemens en faveur de ces citoyennes pour l'exemple de patriotisme qu'elles viennent de donner à la nation ; 2°. qu'elle décrète que leurs noms seront inscrits dans le procès-verbal ; 3°. qu'il leur sera permis, ainsi qu'à celles qui suivront leur exemple, de porter une marque patriotique telle qu'elle sera déterminée.

On a répondu par de nouveaux applaudissemens, & ces dames ont été priées de conserver leur place au milieu de l'assemblée pendant la séance.

On a repris les débats. M. l'abbé Syès a présenté des idées nouvelles sur les élémens qui doivent former la volonté générale en matière de législation ; il a proposé un système qui a besoin d'être examiné avec attention, & dont l'on donnera demain les principaux résultats, ainsi que les traits les plus faillans d'un éloquent discours prononcé par M. de Silleri, qui a été très-applaudi.

L'assemblée est devenue orageuse sur la fin de la séance ; soit que l'attention fut fatiguée, soit que les principes sur les trois grandes questions eussent été suffisamment développés, soit enfin que l'on se sente pressé d'arriver à la *constitution*, de laquelle dépend la sûreté du royaume & le calme des provinces. On est allé aux voix, & il a été décidé que la discussion sur les questions débattues étoit terminée.

Demain on ira aux voix sur les *premiers & principaux articles de la constitution.*

Hier au soir, séance pour entendre le rapport du comité des finances sur la gabelle.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, n^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.